

SUD REALISE

CENTRE EDUCATIF FERME DE TONNOY

NON AUX LICENCIEMENTS DE NOS DEUX COLLEGUES
NON AU HARCELEMENT ET A LA VOLONTE D'ELIMINER LES SYNDIQUES SUD
RESTANTS LES UNS APRES LES AUTRES.

GREVE LE 2 FEVRIER 2012, jour du début de l'enquête ministérielle.

Venez protester et défendre vos collègues

14H TOUTES ET TOUS DEVANT LE C.E.F TONNOY !

Ils donnaient satisfaction depuis 2004, année d'ouverture du C.E.F,
Aujourd'hui ils sont victimes de la répression orchestrée par leur direction et leur employeur !

Parce qu'ils ont dénoncé des actes délictueux à l'origine d'un climat mettant en danger les mineurs et les salarié-es (cf articles de presse dans l'Est Républicain en dates du 11/11/2011, 23/11/2011 et 4/01/2012 et Républicain Lorrain des 23/11/2011 et 4/01/2012)

Pour avoir dénoncé les manquements systématiques au respect du droit du travail de la direction du C.E.F.
Pour en avoir référé au Directeur Territorial de la PJJ (en présence du Président de l'Association et de sa Directrice Générale) dans le cadre d'une rencontre proposée par ce dernier le 1^{er} décembre 2011, pour dégager une solution constructive.

Les salariés syndiqués à Sud, membres des Délégués du personnel et du CHSCT imposé par l'inspection du travail le 26/11/2011, sont victimes, les uns après les autres, de la répression des dirigeants de l'Association REALISE.

- 2 d'entre eux sont licenciés pour des motifs mensongers,
- d'autres sont poussés vers la sortie via la rupture conventionnelle ou les convocations pour sanctions pouvant aller jusqu'aux licenciements
- ceux qui sont encore en postes sont ainsi ouvertement poussés à la démission, qu'ils soient ou non DP ou membres du CHSCT, par une hiérarchie qui les discrédite devant les mineurs hébergés et les nouveaux collègues (entretiens de reprises de travail qui mettent en cause leur intégrité professionnelle, tracasseries permanentes pendant l'exercice de leur travail, propos agressifs...)

14/17H : RASSEMBLEMENT DEVANT LE CEF DE TONNOY, venez nombreuses et nombreux
POUR DIRE NON A LA REPRESSION PATRONALE
POUR EXIGER L'ANNULATION DES LICENCIEMENTS
POUR EXIGER LA LEVEE DES SANCTIONS
POUR EXIGER QUE CESSE LE HARCELEMENT CONTRE LES SYNDIQUES SUD ET CONTRE LES DP ET CHSCT

Il faut que le C.E.F redémarre dans un climat de confiance et de coopération.
La direction de l'établissement n'est pas en état d'assurer ce redémarrage, c'est la raison pour laquelle nous demandons son changement.

Ce rassemblement sera aussi l'occasion de soutenir les manifestants de Moselle qui ce jour là protesteront contre la volonté du patronat de dénoncer les CCNT 66 et 51.

Le 27 janvier 2012